

Mission d'information sur la politique africaine de la France

par **Renaud Dutreil**,
Député de la Marne, ancien ministre



La Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale a créé, en septembre dernier, une mission d'information sur la politique africaine de la France.

Cette mission a pour but de nous faire réfléchir à d'éventuelles inflexions sur les objectifs, les priorités et les moyens de notre politique africaine, que ce soit dans le domaine économique, politique ou culturel. Le Président de la République a déclaré, lors de la conférence des Ambassadeurs, le 27 août dernier, que «l'Afrique restera une priorité essentielle de notre politique étrangère et un axe central de la politique de coopération de l'Union européenne».

Hubert Védrine, quant à lui, considère dans le rapport portant sur la place de la France dans la mondialisation que «notre politique africaine doit être repensée dans son ton, son style, ses méthodes».

S'appuyant sur ces différentes déclarations et réflexions, notre mission orientera ses travaux sur la définition d'objectifs, le choix d'une méthode, et l'évocation des moyens dont dispose notre pays pour parvenir à une politique renouvelée de la France en Afrique.

Le Président de la République souhaitant aider l'Afrique à accélérer son développement, il reviendra à notre mission de préciser le contenu du nouveau partenariat que nous devons instaurer.

L'objectif de notre mission va être de préciser les contours, les instruments et les moyens d'une politique qui allie correctement co-développement et assistance. En effet, la France doit changer son approche vis à vis de l'Afrique. L'Afrique n'a pas besoin de notre charité mais de notre partenariat pour réaliser le plus rapidement possible les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Dans le domaine culturel, la francophonie restant un axe majeur de la politique africaine de notre pays, il nous reviendra de faire le point sur la portée et l'efficacité des actions mises en oeuvre afin de promouvoir l'enseignement et l'usage du français dans les pays traditionnellement francophones.

Sur le plan économique, il nous appartient d'analyser la manière dont notre politique commerciale a pris en compte l'arrivée de nouveaux concurrents comme les Etats-Unis, la Chine ou l'Inde et l'enjeu que cela a constitué pour les entreprises françaises implantées en Afrique.

En matière militaire, la France dispose d'une présence importante avec environ 5000 hommes pré positionnés au Sénégal, au Gabon, en Côte d'Ivoire et à Djibouti. Les forces françaises sont également présentes au Tchad (1 100 hommes) et en

République centrafricaine (400 hommes) dans le cadre d'opérations extérieures (OPEX). Or, l'un des objectifs de notre politique étant de réduire cette présence militaire au fur et à mesure

du renforcement des capacités africaines de maintien de la paix, il conviendra que la mission d'information intègre la question de la présence militaire dans sa réflexion.

Enfin, notre mission s'interrogera sur le rôle que devra tenir la France dans la mise en place de la nouvelle stratégie conjointe UE-Afrique qui devrait être adoptée lors du Sommet de Lisbonne prévu les 8 et 9 décembre prochains.

Nous souhaitons associer étroitement les Africains à notre nouvelle politique et formuler avec eux nos objectifs et notre stratégie. C'est pourquoi nous envisageons d'auditionner, lors de nos travaux, de nombreux responsables et acteurs africains afin de recueillir leurs attentes à l'égard de la France et de l'Europe.

Notre mission aura ainsi pour objectif d'établir les moyens d'aboutir, via un partenariat plus étroit avec l'Afrique, à une meilleur politique de coopération, conformément au souhait du Président de la République.

Ce travail sera mené en toute indépendance et devra être clôturé par un colloque à la fin de l'année 2008. ■



«OUI, je parle français» est une initiative lancée par le ministère des Affaires étrangères, l'Alliance française, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et le Forum francophone des affaires. Cette initiative repose sur l'idée que les pouvoirs publics et les entreprises françaises ont un rôle très complémentaire à jouer dans le rayonnement de la francophonie et de la francophilie à l'étranger. Plusieurs entreprises qui se sont particulièrement illustrées par des programmes de formation en français pour leur personnel non francophone ont été récompensées. ■

